



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°192 26 FEVRIER 2020

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - ▼ AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ▼ ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - ▼ SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

1ER FORUM
MONDIAL DE
L'OMT SUR
L'INVESTISSEMENT
TOURISTIQUE EN
AFRIQUE

SIGNATURE DE 6
PROTOCOLES
D'ACCORD LORS DE LA
VISITE DU PRESIDENT
MACKY SALL A
NOUAKCHOTT

GUINEE : MISE EN
SERVICE DE LA
CENTRALE THERMIQUE
DE 115 MW
INSTALLÉE SUR UN
NAVIRE TURC AU LARGE
DE CONAKRY

BRVM :
LANCEMENT D'UNE
NOUVELLE
PLATEFORME DE
SURVEILLANCE DU
MARCHÉ

SENEGAL :
SIGNATURE DE 5
PROTOCOLES
D'ACCORDS AVEC
LES ÉTATS-UNIS

NIGERIA : LE FMI
CONCLUT SA
MISSION DE
CONSULTATION AU
TITRE DE L'ARTICLE
IV

CAP-VERT : SORTIE
DU CAP-VERT DE LA
« LISTE GRISE » DES
PARADIS FISCAUX
DE L'UNION
EUROPÉENNE

BURKINA FASO :
LANCEMENT DE LA
CAMPAGNE DE
PROMOTION DU
FORUM
AFRICALLIA2020

NIGERIA : LA BANQUE
CENTRALE LIMITE A 6
LE NOMBRE
D'ENTREPRISES AYANT
L'AUTORISATION
D'IMPORTER DES
PRODUITS LAITIERS



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ BRVM : lancement d'une nouvelle plateforme de surveillance du marché

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a procédé le 17 février 2020, au lancement de sa nouvelle plateforme de surveillance du marché. Dénommé *SMARTS Market Surveillance*, elle a été développée par NASDAQ, leader mondial des technologies pour les marchés financiers et permettra principalement de déceler en temps réel toutes les formes de manipulation de marché. « En renforçant son dispositif de surveillance du marché, la BRVM confirme sa volonté de s'adapter aux enjeux de développement, de maintenir un niveau d'attractivité croissant et de garantir l'intégrité de son marché pour les investisseurs » a indiqué le directeur général de la BRVM.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Signature de 6 protocoles d'accord lors de la visite du Président Macky Sall à Nouakchott

Le 17 février, le Président sénégalais a entamé sa 1^{ère} visite officielle en Mauritanie depuis l'élection du Président Mohamed Ould El-Ghazouani. Les deux pays ont officiellement paraphé 6 projets d'accords sur : i) le régime fiscal et douanier applicable au projet de construction du pont de Rosso sur le fleuve Sénégal (qui reliera ainsi les deux pays) ; ii) les télécommunications, la communication et la poste ; iii) l'agriculture et la transhumance ; iv) la coopération sur l'initiative « Clean gas » pour l'utilisation des ressources gazières en énergies propres ; v) l'organisation de patrouilles d'exercices communs entre les deux marines nationales ; vi) la pêche dans les eaux mauritaniennes.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Visite du Directeur général des opérations de la Banque mondiale en amont du Sommet G5 Sahel

Axel van Trotsenburg, directeur général des opérations de la Banque mondiale effectuée à partir du 16 février une visite des pays du Sahel en amont du Sommet G5 Sahel de Nouakchott (Mauritanie), qui se tiendra le 25 février. Cette visite l'a conduit au Mali, au Burkina Faso, au Niger et en Mauritanie où il a échangé avec les autorités sur les grands enjeux de développement et la qualité de la coopération avec le groupe de la Banque mondiale. Animant un point de presse le 19 février 2020 à Ouagadougou sur les perspectives de financement dans les pays du Sahel, il a indiqué qu'environ 7,5 Mds USD seront investis par la Banque mondiale à travers l'Association internationale de développement.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **1^{er} Forum mondial de l'OMT sur l'investissement touristique en Afrique**

Du 20 au 22 février 2020, s'est tenue à Abidjan la 1^{ère} édition du Forum mondial de l'Organisation mondiale du tourisme sur l'investissement touristique en Afrique. La cérémonie d'ouverture de ce forum a compté sur la présence du Vice-Président ivoirien, du Secrétaire général de l'OMT et près d'une quinzaine de ministres africains du Tourisme. Le forum proposait notamment des rencontres B2B ainsi que des visites de sites touristiques en Côte d'Ivoire. Selon les données de l'OMT, l'Afrique ne capte au niveau mondial que 5% des arrivées internationales (soit 67 millions de touriste) pour des recettes qui se chiffrent à 34,8 Mds USD (26,2 Mds EUR) en 2017.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Ghana : baisse du déficit commercial français avec le Ghana

Nos exportations (233,3 M EUR, +9,2%) ont été portées par les ventes de produits agricoles, qui passent de 1,3 M EUR en 2018 à 19,3 M, ainsi que par celles de produits pharmaceutiques (26,8 M EUR, +74,2%) et de produits métallurgiques (22,3 M EUR, +51,1%). De leur côté, nos importations (431,3 M EUR, -4,3%) ont été dominées par les achats d'hydrocarbures et de produits des industries extractives (165,8 M EUR), suivies de celles de produits agricoles (150,85 M EUR) et des industries agro-alimentaires (111,3 M EUR). Notre déficit s'est partiellement résorbé pour atteindre 198 M EUR, contre 237,1 M EUR en 2018. Le Ghana est notre 14^{ème} client et notre 10^{ème} partenaire commercial en Afrique subsaharienne.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le FMI conclut sa mission de consultation au titre de l'article IV

L'équipe du FMI constate que le rythme de la reprise économique reste lent, alors même que l'inflation augmente de nouveau (+12,13% en janvier) et que les vulnérabilités extérieures s'accroissent. Elle reconnaît les efforts fournis par les autorités nigérianes en matière fiscale, salue le resserrement de la politique monétaire en janvier 2020 et les progrès réalisés dans le cadre de *Doing Business*. Néanmoins, la mission du FMI a revu à la baisse sa prévision de croissance pour 2020, à 2% au lieu de +2,5 % précédemment, pour tenir compte de l'impact de la baisse des prix internationaux du baril de pétrole. Elle rappelle ainsi qu'une meilleure mobilisation des recettes non pétrolières reste urgente.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : sortie du Cap-Vert de la « liste grise » des paradis fiscaux de l'Union européenne

Le Cap-Vert a été retiré de la « liste grise » des paradis fiscaux de l'Union européenne (UE) pour avoir mis en œuvre toutes les réformes nécessaires pour se conformer aux principes de l'UE en matière de bonne gouvernance fiscale avant l'expiration du délai convenu. Cette liste des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales a été établie en 2017 et repose sur un processus d'évaluation, de suivi et de dialogue avec environ 70 pays et territoires. La « liste grise » comprend les pays qui ne se conforment pas encore à toutes les normes fiscales internationales, mais se sont engagés à procéder à des réformes et qui sont considérés comme coopératifs.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cap-Vert : le Gouvernement veut remplacer les véhicules de l'Etat par des véhicules électriques d'ici 10 ans**

Le Gouvernement capverdien a annoncé l'objectif de remplacer, dans les 10 prochaines années, tous les véhicules de l'administration publique par des véhicules 100% électriques. Pour cela, des incitations fiscales et douanières ont été créées pour l'importation de véhicules. Selon les données de la Direction générale du trafic et de la sécurité routière, le parc automobile du Cap-Vert est passé de 34 838 véhicules en 2005 à 72 455 en 2018, avec un taux de croissance annuel moyen de 5,4%. L'objectif du gouvernement est de décarboner complètement le transport de véhicules d'ici 2050.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : légère hausse de l'indice des prix à la consommation en janvier 2020**

En janvier 2020, l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) a enregistré une hausse de 0,2% par rapport à celui du mois de décembre 2019, a indiqué l'Institut national de la statistique. Cette hausse est imputable principalement aux renchérissements des prix des biens et services des branches « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+0,2%), « Logement, eau, gaz, électricité... » (+0,4%) et « Santé » (+1,9%). Aussi, en moyenne annuelle, l'inflation se situe à fin janvier 2020 à 0,9%, en dessous du seuil de convergence communautaire de 3% fixé par l'UEMOA. Le taux d'inflation moyen devrait se situer à 2% sur l'ensemble de l'année 2020, selon les projections du FMI.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : évaluation du déficit de financement des infrastructures**

La BAfD a procédé, le 14 février à Abidjan, au lancement du rapport de diagnostic pays sur le financement à long terme de la Côte d'Ivoire. Ce rapport a été élaboré par la Banque en collaboration avec l'Initiative pour le renforcement du secteur financier en Afrique, la coopération allemande et le partenariat « La finance au service de l'Afrique ». Il relève plusieurs défis liés au déficit de financement des entreprises et à la rareté du financement pour le logement. Il indique que le déficit de financement des infrastructures est estimé à 12,7 Mds EUR jusqu'en 2040 (déficit annuel de 500 M EUR). Le déficit de financement à long terme pour les infrastructures hydrauliques est le plus important.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : signature d'une convention de coopération en matière de lutte contre la contrefaçon

A l'occasion de la venue du Sénateur français Richard Yung, président du Comité national anti-contrefaçon français, une convention de coopération a été signée entre les comités de lutte contre la contrefaçon français et ivoirien (CNAC et CNLC) en présence du ministre du Commerce et de l'Industrie Souleymane Diarrassouba ; cette convention a pour but d'améliorer les échanges d'informations, de structurer des programmes de formation et de promouvoir la mise en place de comités similaires dans d'autres pays de la zone.

✉ caroline.rolshausen@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : déplacement du Premier ministre ivoirien à Sassandra

Le Premier ministre ivoirien a procédé le 14 février 2020 à la cérémonie d'inauguration du marché moderne et du débarcadère de la ville de Sassandra (sud-ouest de la Côte d'Ivoire), construits dans le but de renforcer l'activité économique de la région, essentiellement fondée sur la pêche. Le projet, d'un montant total de 19 Mds FCFA (29 M EUR), a été financé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) pour 16 Mds FCFA (24 M EUR) et par l'État de Côte d'Ivoire (3 Mds FCFA, soit 2,5 M EUR). Le Chef du gouvernement a également annoncé le lancement des travaux en 2020 de transformation de la route côtière en autoroute pour relier Abidjan et San Pedro (les deux villes abritant les deux ports du pays).

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : adoption de la politique nationale de la ville

Le gouvernement ivoirien a adopté une politique nationale de la ville. Le document de Politique Nationale de la Ville organise le cadre normatif global des villes ivoiriennes à l'horizon 2030 ainsi que les conditions d'une mise en œuvre adaptées aux spécificités du pays. Il est élaboré autour de trois axes majeurs, à savoir le renforcement de la gouvernance en faveur de la ville, la promotion de villes productives, inclusives, intelligentes, vertes et résilientes, et le renforcement des capacités et des savoirs des gestionnaires urbains. Il fixe également les éléments structurants de la stratégie nationale, détermine les moyens financiers et humains et précise les modalités de suivi des actions.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : mise en œuvre du Compte unique du Trésor

La création et la mise en œuvre immédiate du Compte unique du Trésor a été adoptée en Conseil des ministres le 19 février. Ce compte unique est une structure unifiée de comptes bancaires où tous les fonds du gouvernement seront consolidés, tenue à la Banque centrale de Gambie. L'objectif de la mise en place de ce compte est de garantir la responsabilité des recettes publiques, améliorer la transparence et éviter les détournements de fonds publics. La tenue du compte unique contribuera également à assurer une bonne gestion de la trésorerie en éliminant les fonds inutilisés habituellement et laissés dans différentes banques commerciales. Ce compte exclut pour le moment les entreprises publiques et le fonds de sécurité sociale.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : 11 centrales syndicales menacent d'appeler à la grève générale et illimitée**

Le Syndicat libre des enseignants et chercheurs de Guinée (SLECG) est en grève depuis le 9 janvier dernier. Le Syndicat a obtenu ces derniers jours le soutien de onze centrales syndicales qui menacent d'appeler à une grève générale et illimitée sur toute l'étendue du territoire national si le gouvernement guinéen ne répond pas favorablement aux deux demandes contenues dans la plateforme revendicative du SLECG.

✉ loic.perinquey@diplomatie.gouv.fr

▼ **Guinée-Bissau : rencontre entre Umaro Cissoco Emballo et le Premier ministre Sri Lankais**

La Guinée Bissau reste toujours en attente de la confirmation des résultats du second tour de la présidentielle du 29 décembre 2019 par la Cour Suprême, malgré l'invitation du Conseil de Sécurité des Nations Unies et de la CEDEAO à le faire. Pour rappel, les résultats donneraient l'opposant Umaro Cissoco Emballo vainqueur avec 53,55 % des voix. Par ailleurs, celui-ci a eu une brève rencontre le 14 février dernier avec le Premier ministre du Sri Lanka. Les échanges ont porté notamment sur l'amélioration du commerce, du tourisme et du potentiel d'investissement dans les deux pays.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : modernisation des finances publiques : atelier d'élaboration de plans d'engagement et de trésorerie**

L'atelier national sur l'élaboration des plans d'engagement et les plans de trésorerie s'est tenu à Bamako le 19 février 2020. Identifiée dès mars 2019 par le FMI comme une nécessité pour renforcer et moderniser la gestion de la trésorerie et optimiser la gestion des liquidités dans un contexte sécuritaire difficile, la mise en œuvre de plans d'engagement cible une gestion plus rationnelle, transparente et efficace des finances publiques. Le gouvernement malien entend donner plus de visibilité à l'Etat pour conduire ses politiques publiques en faveur notamment de l'amélioration des conditions d'existence des populations.

✉ valery.alves@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : hausse de l'Indice National des Prix à la Consommation (INPC) en janvier à 2,8% en g.a.**

En janvier 2020, l'inflation s'est établie à 2,3% en moyenne annuelle et 2,8% en glissement annuel. L'évolution à la hausse de l'INPC serait imputable à la hausse des prix des biens et services des branches « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,4%), « santé » (+8,7%) et « tabac et stupéfiants » (+146%). L'entrée en vigueur d'une taxation ad valorem, nécessaire à la mise en œuvre de l'accord d'association de la Mauritanie avec la CEDEAO, crée des incertitudes sur l'inflation de produits qui étaient jusque-là taxés au forfait. Selon le FMI, la prévision d'inflation en 2020 serait en moyenne de 3,4%.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : la commission d'enquête parlementaire sur la gestion des affaires publiques présente les dossiers faisant l'objet d'un contrôle**

Le 31 janvier 2020, l'Assemblée nationale a validé la requête de 22 députés ayant demandé la création d'une Commission d'enquête parlementaire sur la gestion des affaires publiques pendant les deux mandats de l'ancien Président Mohamed Ould Abdel Aziz. La commission a dévoilé la liste des 7 dossiers ciblés par l'enquête : i) le fonds des revenus pétrolier ; ii) l'immobilier de l'Etat vendu à Nouakchott ; iii) les activités de la société chinoise Poly Hong Dong ; iv) la gestion de la fondation de la SNIM ; v) le marché de l'éclairage public solaire ; vi) le marché du terminal des conteneurs du port de Nouakchott ; vii) la liquidation de la SONIMEX.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Ghana : signature d'un protocole d'accord entre la *Ghana Revenue Authority* et les Pays-Bas

La *Ghana Revenue Authority* (GRA), a signé un protocole d'accord avec l'administration fiscale des Pays-Bas pour une formation de mars 2020 à août 2021 aux audits d'entreprises, notamment sur le sujet des transferts des filiales locales vers les sociétés mères via les frais de gestion. Ceux-ci sont en règle générale soumis au statut des accords de transfert de technologie enregistrés auprès du *Ghana Investment Promotion Centre*, mais la compétence conjointe du GIPC et de la GRA à ce sujet a entraîné des différends avec les sociétés étrangères. En 2019, la GRA a dépassé son objectif de collecte fiscale et a perçu 43,8 Mds GHS (env. 7 Mds EUR), soit 12,6% du PIB contre un objectif de 12,1% du PIB.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : l'APIEX lance le site « monentreprise.bj »

L'Agence de promotion des investissements et des exportations, organisme chargé également de gérer les démarches de création d'entreprise, vient de lancer depuis le 17 février 2020 le site « monentreprise.bj », permettant aux personnes désireuses de créer leur entreprise de le faire en ligne où qu'elles soient, au Bénin et dans le monde. Dans une phase pilote très courte, la formalisation en ligne ne serait prioritairement accessible qu'aux désireux d'établir le siège de leur entreprise à Cotonou. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires et dans une optique de progresser au classement « Doing Business ». Pour rappel, le Bénin a occupé le 149ème rang sur 190 pays au classement « Doing Business » 2020.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : impact de l'insécurité sur le secteur privé entre 2015 et 2018

Selon le rapport 2019 sur l'état du secteur privé au Burkina Faso, réalisé par la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso, 13 137 entreprises ont été créées en 2019, soit une hausse de 5% par rapport à 2018. La contribution du secteur privé aux recettes fiscales et douanières est estimée à 1 500,1 Mds FCFA (2,3 Mds EUR) en 2019, après 1 400 Mds FCFA (2,1 Mds EUR) en 2018. Le rapport a mis en exergue une analyse de l'impact de l'insécurité sur l'activité économique dans le pays à travers une enquête réalisée auprès d'un échantillon de 605 entreprises sur l'ensemble du territoire. Il apparaît que l'insécurité constitue la préoccupation majeure au développement pour près de 60% des chefs d'entreprise.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Nigéria : la Banque mondiale annonce 6 nouveaux projets pour un financement total de 1 575 Mds USD**

La Banque mondiale a annoncé le lancement de 6 nouveaux projets pour lesquels elle décaissera un total de 1 575 Mds USD. Avec la participation de l'Agence française de développement (330 M USD) et de la Banque européenne d'investissement (215 M USD) sur certains de ces projets, le coût total atteint 2 185 Mds USD. Les projets portent sur les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'agriculture ou encore de l'identité numérique. Les lignes de crédits octroyées par la Banque mondiale ont une maturité de 30 ans avec une période de grâce de 5 ans. Pour rappel, la Banque mondiale est le 1^{er} créancier multilatéral du Nigéria avec un encours total de 9,8 Mds USD à fin septembre 2019.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : le programme social du gouvernement ivoirien exécuté à près de 90%**

A l'issue du conseil des ministres du mercredi 19 février 2020, le gouvernement a déclaré que 332 Mds FCFA (506 M EUR) sur 369,5 Mds FCFA (563 M EUR) disponibles ont été investis dans le cadre du Programme social du gouvernement (PSGouv) à fin décembre 2019, soit un taux d'exécution financière de 89,9%. Divers résultats ont été annoncés, notamment : la progression de l'électrification à 69% (contre 33% en 2011, le recrutement de 17 226 enseignants, la réhabilitation de 2 665 pompes villageoises, l'accompagnement de 73 489 jeunes vers l'insertion dans la vie professionnelle et l'entretien de 18 434 kilomètres de pistes dans des localités rurales.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : ADP signe avec le gouvernement guinéen une convention de concession de 25 ans pour le développement de l'aéroport de Conakry**

Le groupe français Aéroports de Paris, Africa50 et le gouvernement de Guinée ont signé, le 17 février, une convention de concession de 25 ans pour le développement de l'aéroport international de Gbessia, à Conakry, en présence du Président Alpha Condé. Cette signature fait suite à celle d'un pacte d'actionnaires, le 3 février dernier, portant prise de participations de la compagnie porteuse du projet, la SOGEAG, qui doit remplacer l'actuelle SOGEAC. Le capital de la nouvelle société est réparti entre le gouvernement de Guinée (34 %), Africa50 (33 %) et le groupe ADP (33 %).

✉ loic.perinquey@diplomatie.gouv.fr

▼ **Libéria : le Fonds Vert pour le Climat prévoit plus de 100 M USD pour des projets au Libéria**

Le Fonds Vert pour le Climat aurait convenu d'apporter son soutien financier à trois grands projets au Libéria d'une valeur totale de plus de 100 M USD (92,7 M EUR), à l'issue d'une récente réunion avec les autorités nationales. Les trois projets incluent notamment : le projet de système d'information climatique, le projet d'écotourisme agricole intégré et le projet de résilience climatique métropolitaine de Monrovia. Selon le directeur exécutif de l'Agence de protection de l'environnement, ils devraient être approuvés par le conseil d'administration du Fonds, respectivement, en juin, octobre et décembre 2020.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : signature d'un accord de financement de 30 M EUR entre le Pays-Bas et le Niger pour un projet d'eau en milieu urbain**

Les gouvernements des Pays-Bas et du Niger ont signé une Convention de financement de 30 M EUR (20 Mds FCFA) portant sur le projet d'extension du réseau d'eau potable à Niamey, lancé en 2018 par l'Etat nigérien. Ce projet prévoit la construction de la nouvelle usine de potabilisation de l'eau de Goudel IV, la densification du réseau de distribution, ainsi que l'extension des capacités de stockage. L'entreprise espagnole, Denys SA, a débuté les travaux de construction de l'usine et s'est associée à l'entreprise française, Electrosteel France, pour la fourniture des canalisations. Lors de la signature de la Convention, l'ambassadeur des Pays-Bas a annoncé le souhait de son pays d'ouvrir une ambassade au Niger.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Sénégal : signature de 5 protocoles d'accords avec les Etats-Unis**

A l'occasion de la visite officielle du Secrétaire d'Etat américain au Sénégal, 5 protocoles d'accords ont été signés entre des entreprises américaines et des agences publiques sénégalaises : (i) un projet de réseau électrique entre la SENELEC et Weldy Lamont, (ii) la construction de l'autoroute Thiès-Saint-Louis entre AGEROUTE et Betchel Corporation, (iii) un mécanisme de financement pour des projets d'infrastructures sociales entre ABD Group et le ministère sénégalais de l'Economie, (iv) la modernisation des centrales électriques et l'utilisation des ressources en gaz entre General Electric et la SENELEC et (v) un équipement pour le diagnostic dans le domaine des soins sanitaires entre General Electric et le FONSI.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Nigéria : la Banque centrale limite à 6 le nombre d'entreprises ayant l'autorisation d'importer des produits laitiers

La mesure a pour objectif de favoriser la production locale de lait et de produits dérivés dans le but d'atteindre progressivement l'autosuffisance alimentaire à l'échelle du pays. Seules 5 filiales de groupes étrangers et une entreprise nigériane sont désormais autorisées à importer cette catégorie de produits. La CBN justifie ce choix par l'engagement de ces dernières dans l'amélioration de la production laitière locale. Le secteur des produits laitiers au Nigéria reste modeste avec l'estimation de 600 000 litres produits par an pour une consommation annuelle de 1,7 million de tonnes, dont 60% proviendraient de l'étranger.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Nigéria : la NLNG signe un contrat d'approvisionnement de 10 ans avec le Portugais Galp

La Nigeria Liquefied Natural Gaz (NLNG) a annoncé avoir conclu un accord avec le distributeur portugais Galp Trading pour la livraison de 1 M de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) par an, pour les dix prochaines années. Cette annonce est la 4^{ème} depuis décembre après Total, Eni et Vitol. Le Nigéria renforce ses exportations vers l'Europe et se présente comme une alternative à la dépendance au gaz russe. La construction en cours d'un 7^{ème} train de liquéfaction permettra à NLNG d'atteindre 30 M de tonnes annuelles en 2024 contre 22 M actuellement. Elle est détenue à 49% par l'Etat fédéral, 25,6% par Shell, 15% par Total et 10,4% par Eni. Le Nigéria est le 1^{er} exportateur africain et le 5^{ème} mondial.

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : réintégration du Niger dans l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE)

Le conseil d'administration de l'ITIE a approuvé le 11 février 2020 la réintégration du Niger au sein de l'organisation. C'est en janvier 2019 que le Premier ministre annonçait la décision du gouvernement du Niger de réintégrer l'ITIE, après son retrait en octobre 2017. Le Niger devient ainsi le 53^{ème} pays dans le monde et 26^{ème} pays en Afrique à s'engager à mettre en œuvre la norme ITIE. L'ITIE est une norme internationale lancée en 2002, qui vise à assurer une meilleure transparence dans la gouvernance des industries extractives. Secteur clef pour l'économie du Niger, le secteur des industries extractives représente 8% de son PIB et près de 50% de ses revenus à l'exportation.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ **Guinée : mise en service de la centrale thermique de 115 MW installée sur un navire turc au large de Conakry**

La centrale thermique d'une puissance de 115 MW installée sur le navire turc amarré au port de Conakry a été mise en service le 19 février 2020. Elle représente près de la moitié de la puissance de la plus grosse centrale de production d'énergie du pays, le barrage de Kaléta (240 MW), et devrait accroître substantiellement la desserte en électricité à Conakry. Une deuxième centrale thermique, d'une puissance de 50 MW et construite par une société américaine au quartier Tannerie de Conakry, devrait également améliorer la fourniture en électricité de la ville.

✉ loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **Côte d'Ivoire : hausse de la part du tourisme dans le PIB ivoirien en 2019**

Le ministre du Tourisme a annoncé une croissance de la contribution du secteur touristique à la richesse nationale de 1 point, passant de 6,3% en 2018 à 7,3% en 2019. Le nombre d'arrivées touristiques a également cru (4,2 millions de personnes en 2019 contre 3 millions en 2018) de même que les revenus du secteur (1 500 Mds FCFA, soit 2,3 Mds EUR en 2019 contre 1114 Mds FCFA soit 1,7 Md EUR en 2018). Pour rappel, l'ambition du gouvernement est de porter la part du secteur touristique à 8% du PIB d'ici 2025. Cette annonce s'est faite préalablement au lancement du premier forum mondial de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) sur l'investissement touristique en Afrique à Abidjan.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : 459 établissements d'hébergement comptabilisés en 2019**

Selon les résultats du Recensement national du tourisme 2019, le pays compterait 459 établissements d'hébergement. Seulement 257 étaient enregistrés auprès de l'Office national du tourisme. La plupart des établissements non-enregistrés ont évoqué comme raison le déficit d'informations liées au tourisme (15,5%), leur ouverture récente (12,9%) et le fait qu'ils soient déjà enregistrés auprès du Conseil municipal (11,5%). L'étude a également révélé que 39,9% des maisons d'hôtes et 25,4% des hôtels font de la publicité en ligne. Ainsi, cette faible utilisation des outils numérique placerait ainsi les établissements touristiques de la Sierra Leone dans une position désavantageuse sur le plan de la concurrence internationale.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Nigéria : Access Bank souhaite coter 15 Mds NGN d'obligations vertes à la Bourse du Luxembourg

La banque nigériane Access Bank (18 Mds USD d'actifs) a demandé l'inscription de 15 Mds NGN (env. 38 M EUR) d'obligations vertes sur la liste officielle de la Bourse du Luxembourg. Déjà titrées depuis début 2019 au Nigéria, ces obligations ont une maturité de 5 ans et un taux fixe de 15,5%. Certifiées par la *Climate Bonds Initiative*, ce sont les premières obligations vertes émises par une entreprise privée en Afrique. Access Bank serait ainsi la première société à profiter de l'accord de coopération signé en octobre 2019 entre les Bourses nigériane et luxembourgeoise pour favoriser la cotation et la négociation croisées d'obligations vertes entre les deux pays.

✉ paul.vernier@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Burkina Faso : lancement de la campagne de promotion du Forum Africallia2020

Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, Harouna Kaboré, a procédé au lancement officiel de la campagne de promotion de la 7ème édition du Forum Ouest-Africain de développement des entreprises, Africallia, qui se tiendra du 27 au 29 mai 2020 à Ouagadougou. Ce forum, porté par la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina, qui s'était tenu exceptionnellement à Abidjan en 2019, fêtera son 10ème anniversaire cette année. A cette occasion, un focus particulier sera mis sur la Chine, la Russie, la Turquie et la diaspora africaine. Au moins 500 entreprises sont attendues cette année, sachant que la précédente édition avait réuni 750 entreprises issues de 20 pays.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : 20ème édition du Forum de Bamako

Placé sous le thème de « L'Afrique à l'horizon 2040 : entre mémoires et avenir », la 20^{ème} édition du Forum de Bamako s'est tenue du 20 au 22 février dans la capitale malienne. Elle a été présidée par le Président Ibrahim Boubacar Keïta et a enregistré la présence de nombreux représentants de la communauté internationale et du secteur privé (dont le directeur général du MEDEF International). Le Forum a été l'occasion d'évoquer les grandes perspectives à l'horizon 2040, la gouvernance mondiale dans un proche avenir, les enjeux stratégiques liés à l'eau ou encore de développer les thèmes de la démographie, paix et sécurité ou de la jeunesse, éducation, investissement, croissance inclusive et emploi.

✉ valery.alves@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :



C'M'S/ Bureau Francis Lefebvre

